

Challenges, 09 de junho de 2020

Au Brésil, les militaires font le “coup du coup d’Etat” pour soutenir Bolsonaro

La menace d’un coup de force achève de durcir l’emprise de l’exécutif brésilien sur les institutions brésiliennes

Por: Jacques Secondi

Une intervention militaire est-elle imminente au Brésil ? La question a motivé des manifestations significatives contre le gouvernement de Jair Bolsonaro pendant le week-end du 9 juin, tandis que plusieurs manifestes transpartis étaient en train d'éclorre sur Internet pour défendre la démocratie.

La tension est montée d’un cran depuis les menaces proférées fin mai par le général Augusto Heleno, ministre du Cabinet de la sécurité institutionnelle, un proche, idéologiquement, du président, rencontré dans sa jeunesse aux "Aiguilles noires", le St Cyr local où sont formés les officiers de l’armée brésilienne. Augusto Heleno a évoqué des "conséquences imprévisibles" si le téléphone mobile du président était saisi dans le cadre d’une enquête en cours. Argument juridique à l’appui : l’article 142 de la Constitution qui prévoit le recours à la force militaire pour garantir le libre fonctionnement des différents piliers de la démocratie. "L’armée n’est pas une milice au service d’un parti", a aussitôt tranché Gilmar Mendes, l’un des membres de la cour suprême.

L’épisode a rappelé un précédent : en avril 2018, quelques mois avant l’élection présidentielle, le général Villas Bôas, encore chef des armées, avait invoqué le même article pour intimider les ministres de la cour suprême. Les sages s’apprêtaient à juger la demande d’habeas corpus de l’ancien président Lula, emprisonné et qui, éventuellement remis en liberté, aurait représenté le principal obstacle à l’élection de Bolsonaro.

Ce qui fait dire à différents observateurs, comme le politologue spécialiste des armées Eduardo Costa Pinto, que l’intervention militaire est déjà une réalité au Brésil. Autour de 3.000 uniformes, tant de l’active que de la réserve, occupent des postes clés au gouvernement et dans les grandes

administrations, dont neuf ministères sur 22, davantage qu'à l'époque de la dictature. Le fait de les voir à présent agiter les armes, transforme cette présence en un puissant foyer de pression sur la vie politique du pays.

Les trois phases de la radicalisation

Pour en arriver là, les gradés se sont laissés entraîner sur le parcours de radicalisation en trois temps suivi par leur poulain.

D'abord, une période d'observation. Un peu comme pour Donald Trump, au début de sa présidence, on a espéré que, passées les outrances de la campagne électorale, Jair Bolsonaro allait s'assagir. A ce moment-là, les militaires au pouvoir gardent encore l'image de techniciens garants de l'efficacité de l'action gouvernementale, face aux ministres gesticulateurs qui alimentent des polémiques en tous genres, sur la tenue rose ou bleue des garçons et des filles, ou sur les origines du nazisme qui serait un mouvement de gauche. La première rupture intervient avec l'éviction, au terme d'une campagne de dénigrement, du très respecté général Dos Santos Cruz, coupable d'avoir émis des doutes sur l'utilisation bolsonariste des réseaux sociaux. Il est traité de "merde" sur ces mêmes canaux par les activistes du président avec, pour conduire l'assaut, l'astrologue et éminence grise du pouvoir, Olavo de Carvalho.

Après cette démonstration d'autorité, le président s'engage alors dans phase de durcissement tous azimuts. Jair Bolsonaro, obsédé par la gestion de son noyau dur d'électeurs, supporters fanatisés et mouvements évangéliques ultra réactionnaires, semble vouloir refuser de gouverner. Il manque de faire échouer la réforme des retraites en se mettant à dos le congrès, saborde son propre parti, jusqu'à la grande crise des incendies en Amazonie, pendant laquelle il multiplie les incidents diplomatiques, notamment avec la France, après avoir insulté Emmanuel Macron. La nouvelle stratégie, qui va s'affirmer pleinement pendant la gestion de crise catastrophique du coronavirus, est celle du "seul contre tous". En s'opposant aux mesures de confinement prises par les gouverneurs, en particulier dans les états de São Paulo et de Rio de Janeiro, Bolsonaro semble vouloir s'exonérer d'une responsabilité future dans le bilan désastreux de l'épidémie (plus de 700.000 cas avec la perspective de battre le record mondial du nombre de victimes) et de ses impacts sur l'économie.

Le troisième temps, celui de la fuite en avant, démarre avec la démission de l'ancien juge Sergio Moro du ministère de la Justice. L'ex magistrat, inventeur du "lavajato", démantèlement d'un dispositif de pots-de-vin à grande échelle de la classe politique brésilienne, et tombeur du président Lula, était la caution du président pourfendeur de la corruption. Il claque la porte du gouvernement à la fin du mois d'avril avec des accusations contre les tentatives d'ingérence de Jair Bolsonaro pour mettre la police fédérale à sa botte et reprendre le contrôle des actions judiciaires en cours contre lui et ses fils. Le tout aboutit à une nouvelle enquête et à cette fameuse menace de voir saisi le portable présidentiel qui mettra en fureur le général Heleno. C'est l'explosion, illustrée par la réunion ministérielle où l'on entend Jair Bolsonaro vociférer contre les institutions et promettre qu'il ne laissera pas sa famille "se faire baiser" par la police ou par la justice.

Dans l'idéal, évidemment, les militaires aimeraient pouvoir davantage contrôler la créature instable à laquelle ils ont fourni un soutien décisif pour accéder au pouvoir. Mais le petit capitaine que les généraux ont longtemps méprisé est aussi celui qui leur a permis de retrouver de l'influence et de conserver leurs privilèges, notamment de passer indemnes à travers la douloureuse réforme des retraites. Pas question donc de lâcher leur champion.

Une demi-démocratie

Continuer à le soutenir, a contrario, est lourd de conséquences pour le jeu démocratique brésilien. Le "coup du coup" des militaires pour préserver un Bolsonaro radicalisé qui menace ouvertement les juges, les gouverneurs, les journalistes, fait peser un joug étouffant sur le fonctionnement des institutions. Le bluff n'est pas conduit par un joueur ordinaire, comme dans une partie de poker, mais par une corporation armée et qui, donc, fait peur. Le Brésil est sous la présidence Bolsonaro le pays où les juges de la cour suprême peuvent être traités de "fils de pute" ou de "vagabonds" à mettre en prison par des personnalités publiques, y compris par un ministre, sans encourir de véritables représailles, et où les journalistes doivent se comporter en héros prêts à affronter sur les réseaux sociaux la violence d'une campagne de harcèlement numérique. C'est déjà une demi-démocratie.

Il faudrait des manifestations d'une toute autre ampleur que celles du week-end dernier pour inverser cette tendance. En 2016, la présidente Dilma Rousseff avait subi un impeachment sur des bases juridiques très légères. Sa principale faute était d'être tombée à 10 % dans les sondages. Bolsonaro oscille encore entre 25 et 50% selon les questions posées, beaucoup trop haut en tout cas pour convaincre deux tiers des députés de voter un impeachment, et les militaires de laisser s'engager un tel processus, malgré les multiples dossiers que ses détracteurs sont parvenus à monter contre lui.

Link original: https://www.challenges.fr/monde/au-bresil-les-militaires-font-le-coup-du-coup-d-etat-pour-soutenir-bolsonaro_713881